

*Initiatives ministérielles*

nement progressiste conservateur consistera à créer une industrie navale plus viable et plus prospère.»

C'est la promesse qu'il avait faite en 1984. Mais en 1992, Marystown illustre assez bien ce qui s'est passé dans les chantiers navals de tout le pays. Dans le chantier de Marystown, il n'y a plus 500 à 600 travailleurs, mais moins de 100.

L'industrie perd des travailleurs qualifiés, qui doivent quitter la région pour trouver un emploi rémunérateur. Si nous ne sommes pas prudents, nous allons perdre cette industrie en entier, car les compétences dont elle a besoin disparaîtront à jamais. Le parti qui forme actuellement le gouvernement n'a pas tenu la promesse qu'il avait faite en 1984.

Voici ce qu'il a fait à la place. Au lieu de prendre des initiatives pour s'assurer, pour reprendre ses termes, qu'il y aurait une industrie navale viable et prospère, le gouvernement a fait le contraire. Il a détruit les rares initiatives qui étaient en place dans ce domaine. Par exemple, il a démantelé le Programme d'aide aux constructeurs de navires, qui avait extrêmement bien servi l'industrie, et qui avait stabilisé les activités et préservé des emplois partout dans le pays, y compris à Marystown.

• (1250)

Deuxièmement, le gouvernement a supprimé progressivement les subventions à l'accroissement de la productivité qui, avec l'autre programme que j'ai mentionné, le Programme d'aide aux constructeurs de navires, permettaient à l'industrie de survivre en période difficile en lui fournissant une aide générale. Le gouvernement était juste arrivé au pouvoir, c'était dans son premier exercice, lorsqu'il a pris ces mesures, en contravention directe de sa promesse de créer une industrie viable et prospère. C'est contrairement à cette promesse qu'il a commencé, dès sa première année, à démanteler ces deux programmes, les seuls qui restaient à l'époque pour aider le secteur de la construction navale.

Le gouvernement a commencé à les éliminer après le 31 mars 1985, bien qu'il soit exact que des fonds résiduels aient été utilisés après cette date. En fait, les derniers fonds ont été dépensés dans l'exercice se terminant le 31 mars 1991. Toutefois, il n'y a plus eu de nouveaux fonds. Une décision du Cabinet avait suffi pour supprimer tout nouveau financement de ces programmes après le 31 mars 1985, moins d'un an après la prise du pouvoir.

Nous pourrions nous enthousiasmer bien davantage pour ce projet de loi si le gouvernement n'avait pas omis de saisir l'occasion qui se présentait, l'occasion de donner aux chantiers navals de Marystown et d'ailleurs l'injection de fonds tellement nécessaire. Ce n'est pas une question de discours, c'est une affaire précise. Si le gouvernement veut des suggestions sur ce qui est possible pour relancer l'industrie, tout en respectant l'esprit de cette mesure et les engagements qu'il a pris à l'égard des Canadiens lors des élections de 1984, s'il veut des suggestions ou des recommandations particulières, elles ne manquent pas.

Pour commencer, éliminons toutes les exonérations de droits visant les navires qui entrent au pays, et donnons une chance aux constructeurs de navires du pays et non à ceux de l'étranger. Ou encore, voici ce que je propose au gouvernement. À partir de maintenant, qu'il veuille à ce qu'on ne délivre un permis de pêche dans les eaux canadiennes qu'aux bateaux de pêche qui ont été construits dans notre pays.

On devrait accorder à l'industrie de la pêche, qui est l'une de nos principales industries, les ressources nécessaires pour appuyer ses collègues de l'industrie de la construction navale, les travailleurs de cette autre importante industrie.

J'aimerais faire une troisième suggestion au gouvernement. Pourquoi n'offrirait-il pas des prêts à des conditions de faveur aux propriétaires et aux acheteurs de navires construits ici, dans notre pays?

Pourquoi le gouvernement fédéral ne revient-il pas à l'idée de fournir une aide financière aux chantiers maritimes qui ont besoin d'améliorations ou de rénovations? Ce ne sont là que quatre idées. Je suis sûr qu'il y en a bien d'autres que le secrétaire parlementaire connaît très bien.

Une cinquième suggestion. Que toutes les marchandises qui sont expédiées d'un port canadien à un autre soient transportées dans des navires construits au Canada, dont l'équipage est canadien, et qui battent pavillon canadien. Ce ne sont pas des idées si révolutionnaires. Ce ne sont pas des idées nouvelles. Le gouvernement fait semblant de ne pas les voir. Il les ignore, comme il ignore la situation critique de l'industrie.

L'Alliance des syndicats de la construction navale du Canada lui a présenté ces suggestions et bien d'autres il y a quelques années, peut-être trois ou quatre ans.

Je voudrais faire une demande. Je sais que le projet de loi en est rendu à la troisième lecture. Je demande au gouvernement de faire preuve de bon sens ici. Certes, qu'il protège l'objectif du projet de loi, objectif que nous appuyons, mais qu'il le renforce. Qu'il lui donne du sens. Qu'il donne de l'espoir aux travailleurs de Marystown.